

**Face aux défis sécuritaires et environnementaux :
Intensification de la collaboration entre le Mali et le Sénégal**

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 25 FEVRIER 2025

1731

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Choguel et son bilan de la Transition

**« J'étais marginalisé
mais j'ai été formidable »**



Réunion ministérielle de la Confédération des États du Sahel : Vers de nouvelles négociations avec la CEDEAO



Niger : Visite du Président Nigérien dans la Région de Tilabéri



Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

P.26



P.32



P.35



Une /

Choguel et son bilan de la Transition : « J'étais marginalisé mais j'ai été formidable »

P.4

Brèves /

Réunion ministérielle de la Confédération des États du Sahel : Vers de nouvelles négociations avec la CEDEAO

P.26

Face aux défis sécuritaires et environnementaux : Intensification de la collaboration entre le Mali et le Sénégal

P.26

Drame de haut-Rhin : Bruno Retailleau suscite la controverse en s'attaquant à l'Algérie

P.27

Niger : Visite du Président Nigérien dans la Région de Tilabéri

P.27

Actualité /

Recrutement de 2 500 stagiaires dans le programme de stage de formation professionnelle de l'APEJ : Madame le Ministre Oumou SALL SECK sur le terrain

P.30

Formation professionnelle : L'INPS célèbre ses 12 cadres diplômés du Master en Droit de la Commande et Finances Publiques de l'USJPB

P.32

Politique /

Réduction du train de vie de l'Etat : Faut-il réduire les salaires des membres du CNT face à la précarité sociale ?

P.35

Sécurité et solution informatiques : Une plate-forme pour les missions diplomatiques maliennes

P.37

Culture & société /

Fespaco 2025 : Ibrahim Traoré et Mahamat Déby donnent le coup d'envoi de la 29e édition

P.40

International /

Chine : Comment le "document central N° 1" apporte plus de revenus pour les agriculteurs

P.42

Moctar SOW : L'imposition de droits de douane supplémentaires par les États-Unis est susceptible d'avoir plusieurs conséquences sur le système commercial multilatéral mondial

P.44

Sport /

Coupe inter- CMSS : Koulikoro s'adjuge le trophée de la 3e édition

P.45

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Keïta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wogo, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou Sissoko



Choguel et son bilan de la Transition « J'étais marginalisé mais j'ai été formidable »

Ce 22 février 2025, l'ancien Premier ministre de Transition du Mali, Choguel Kokalla Maiga, a enfin rencontré la presse pour faire son « Bilan du M5-RFP pendant la période de la Transition, de la Rectifi-

cation de mai 2021 à la Clarification de novembre 2024 ».

L'exercice, très rapidement a viré à un règlement de compte politique, à une vendetta



contre ses anciens maîtres, ceux au service desquels il s'était mis, après avoir trahi et jeté à la poubelle ses camarades du M5-RFP. Pour lui, les « monèbodew » d'hier sont subitement devenus les traîtres d'aujourd'hui. Quant au président de la Transition, qu'il ne cite désormais plus que pour lui ôter toute légitimité démocratique ou populaire, il ne serait plus que celui qui a pris plaisir à le tuer à petits feux en organisant contre lui mille complots et cabales et en l'éloignant de la gestion des affaires de l'Etat tout en le gardant sous les lambris de la République.

Les faits qu'il rapporte sont-ils vrais ou faux ?

Ce qui est incontestable c'est le manque de dignité de sa posture qui consiste à cracher dans la soupe après avoir goulument avalé le contenu de l'assiette sans laisser la moindre miette.

Mais aussi son inconsistance habituelle qui, en l'occurrence se traduit par « J'étais marginalisé, réduit à néant mais j'ai tout fait et j'ai été formidable ». De qui se moque-t-il ?

[Lire en encadré la Déclaration liminaire complète]

Moctar Sow



*Mouvement du 5 Juin – Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP)
Badalabougou SEMA Rue 148, Porte : F/118 Bamako - République du Mali
Tél : +223 44 90 46 11 / 76 41 20 21*

Bilan du M5-RFP pendant la période de la Transition, de la Rectification de mai 2021 à la Clarification de novembre 2024

Introduction :

En 2020, le Peuple malien confronté à une crise multidimensionnelle a engagé une lutte patriotique portée par le Mouvement du 5 juin - Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP) qui a abouti à la chute de l'ancien régime, le mardi 18 août 2020, avec l'intervention des éléments des Forces Armées Maliennes (FAMA) constitués en Comité National pour le Salut du Peuple (CNSP).

Après une première phase de navigation sans vision claire et sans objectifs précis, survint en mai-juin 2021 la Rectification de la trajectoire de la Transition (*la Rectification*). A cette occasion, il a été convenu entre les Forces vives du Changement, civiles et militaires, de sceller un partenariat stratégique afin de bâtir l'action gouvernementale autour des mesures essentielles exprimées et attendues par le Peuple malien.

Ce partenariat stratégique scellé au soir du lundi 24 mai 2021 à Kati, sous la forme d'un compromis politique historique, c'est-à-dire d'un Pacte d'honneur entre Patriotes, fut bâti autour d'un engagement sincère pour la mise en œuvre d'actions pertinentes pour la Refondation du Mali, à travers la mise en œuvre de 10 points/17 mesures synthétisant les attentes contenues dans la Vision du M5-RFP.

La Rectification a consisté à adopter une vision résumée et définie de commun accord : attribuer la fonction de Président de la Transition, Chef de l'Etat à une personnalité membre de l'ex-CNSP et celle de Premier ministre, Chef du Gouvernement, à une personnalité désignée par le M5-RFP ; attribuer certains postes clés du Gouvernement à des membres désignés par l'ex-CNSP et les autres au M5-RFP avec les autres Forces socio-politiques.

Un attelage gouvernemental conduit par le Premier ministre, Chef du Gouvernement, proposé par le M5-RFP, en l'occurrence Dr Choguel Kokalla MAÏGA, nommé le 7 juin 2021 par le Président de la Transition, est ainsi mis en place le 11 juin.

Le Plan d'Action du Gouvernement (PAG) approuvé par le Conseil National de Transition (CNT), le 02 août 2021, se résume à quatre axes principaux :

- *le renforcement de la sécurité ;*
- *les réformes politiques et institutionnelles ;*
- *l'organisation des élections générales ;*
- *la promotion de la bonne gouvernance et l'application intelligente de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger.*

A cela, s'est ajoutée la mise en œuvre des recommandations des Assises Nationales de la Refondation (ANR) tenues, sur une base inclusive et participative, du 11 au 30 décembre 2021, avec la participation de 84.700 délégués des Communes jusqu'au niveau national dont plus de 2.200 délégués des Maliens établis à l'étranger.

D'ores et déjà, il nous paraît utile, par devoir de redevabilité et pour l'Histoire, de faire la genèse du mouvement historique pour le changement enclenché en 2020, et le point des réalisations sous l'action gouvernementale conduite par le Premier ministre issu des rangs du M5-RFP.

I. Genèse de la mobilisation du Peuple malien portée par la Troïka en mai-juin 2020 :

Les Organisations sociales, civiles et politiques, les personnalités et d'autres patriotes maliens, réunis au sein de la Troïka, EMK/CMAS/FSD, qui s'est engagée dans la lutte pour imposer le changement au régime de Ibrahim Boubacar KEITA, exprimaient des demandes précises, lors de la première Conférence de presse conjointe tenue le samedi 30 mai 2020. Ainsi, dans une « **Déclaration Liminaire** », la Troïka est arrivée aux conclusions ci-après :

« *Au regard de ce qui précède et de l'impérieuse nécessité de sauver notre Nation d'un péril certain, les trois Organisations ont décidé de lancer un appel patriotique à tous les Maliens, de l'intérieur et de la Diaspora, pour :*

1. *une grande mobilisation pour le sursaut national afin de faire face à une gouvernance chaotique et prédatrice, au risque de partition programmée du pays, aux atteintes graves aux principes républicains et démocratiques, notamment la confiscation du vote des citoyens ;*
2. *la reconstruction des Forces armées et de sécurité, mieux recrutées, mieux formées et mieux équipées, dignes d'un Etat protecteur de ses citoyens et des institutions ;*
3. *la préservation de l'intégrité territoriale du Mali, de son unité et le plein exercice de sa souveraineté sur toute l'étendue du territoire national ;*
4. *une gouvernance vertueuse garantissant la paix, la sécurité, la justice et la réconciliation nationale, ainsi que la restauration de la confiance entre l'Etat et les citoyens ;*

5. une priorisation de l'éducation et de la santé ;
6. la garantie de l'accès aux services sociaux de base et aux infrastructures ;
7. la restauration de l'Etat de droit par la consolidation de la démocratie afin de permettre au Peuple malien de jouir librement de tous ses droits constitutionnels, y compris des élections régulières et crédibles se traduisant par une forte légitimité des institutions de la République ;
8. la mise en œuvre de toutes les actions nécessaires pour la libération de l'Honorable Soumaïla Cisse, Chef de file de l'Opposition républicaine, et de toutes les personnes enlevées et injustement privées de leur liberté ;
9. un rassemblement des forces vives de la Nation afin de créer les conditions d'une union sacrée autour de l'idéal d'un Mali uni, prospère et respecté, à travers la rupture avec le système actuel et l'avènement de la 4^{ème} République.

La réalisation d'un tel objectif exige la démission du Président Ibrahim Boubacar Keita et de son régime dont la gouvernance a mis en danger de dislocation notre Pays et notre Nation.

Nous appelons le Peuple du Mali à un grand rassemblement qui aura lieu à Bamako le vendredi 05 juin 2020 à 14H00 à la Place de l'Indépendance.»

A l'évidence, la satisfaction amorcée le 18 août 2020 de ces demandes majeures qui étaient à la base de la jonction des Forces vives de la Troïka devenue Mouvement du 5 juin - Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP), et des représentants des FAMA, est progressivement et amplement constatée depuis la Rectification de la trajectoire de la Transition amorcée en mai-juin 2021.

Mais avant, le Mali a passé par une première phase de navigation à vue, sans objectifs claires, pilotée par des acteurs (Président de la Transition et Premier ministre) étrangers à la lutte héroïque de Peuple et portée par le M5-RFP. Et, la proposition de mise en œuvre des 10 points/17 mesures formulés et soumis l'ancien Président de la Transition Bah N'DAW, en début mai 2021, n'avait pas reçu de suite favorable.

Finalement, à l'occasion de la Rectification de la trajectoire de la Transition, il a été convenu entre les Forces du Changement (le M5-RFP et l'ex-CNSP) de bâtir l'action du Gouvernement autour de ces mêmes mesures essentielles exprimées par le Peuple malien (voir Annexe), comme suit :

- 1) 1.1- La lutte implacable contre la corruption,
- 1.2- La réduction du train de vie de l'Etat, la transparence et la redevabilité à tous les niveaux. *D'énormes ressources pourraient ainsi être affectées à la satisfaction de la demande sociale pour freiner la paupérisation croissante et la hausse insupportable du coût de la vie ;*

- 2) Véritables poursuites judiciaires contre les commanditaires, auteurs et complices des tueries et exactions contre les victimes de la crise ;
- 3) 3.1- L'audit du patrimoine immobilier de l'Etat (cadastres) et des Collectivités territoriales,
3.2- L'audit des ressources publiques allouées à certains départements ministériels, services stratégiques et projets de développement ;
- 4) 4.1- L'organisation des Assises Nationales pour la Refondation devant aboutir à un large consensus national sur les grandes préoccupations de la Nation,
4.2- La conclusion d'un Pacte national de stabilité sociale, sécuritaire et de croissance, afin d'obtenir une trêve globale (politique, sécuritaire, syndicale, sociale et économique, etc.) et créer un climat d'apaisement, de sérénité, de confiance mutuelle ; cette stabilité permettra de consacrer les énergies et les ressources de la Nation à la lutte contre le terrorisme et à la conduite consensuelle dans la paix,
4.3- Les réformes politiques et institutionnelles nécessaires à la Refondation du Mali ;
- 5) La révision consensuelle et inclusive de la Constitution, dans le respect de son article 118 ;
- 6) La relecture de l'Accord pour la paix et de réconciliation issu du processus d'Alger, dans le respect des principes fondamentaux d'unité nationale, d'intégrité du territoire national, de souveraineté de l'Etat et de la forme républicaine et laïque de l'Etat ;
- 7) La mise en place d'un organe unique de gestion des élections tel que réclamé unanimement par la classe politique et la société civile ;
- 8) 8.1- La dissolution du Gouvernement,
8.2- La dissolution de l'actuel Conseil National de Transition et son remplacement par un organe plus respectueux de la Loi et plus légitime.
- 9) La fin de la répression des manifestations, des arrestations abusives et extrajudiciaires, des faits de violence contre des populations démunies comme les démolitions d'habitations.
- 10) 10.1- La création des conditions sécuritaires pour le retour de l'Administration et la fourniture des services sociaux de base et l'organisation des élections libres et crédibles ;
10.2- Respect de la durée de 18 mois pour la mise en œuvre de tâches prioritaires et celles qui ne seront pas exécutées dans ce laps de temps devraient être transférées à des équipes plus légitimes, et ce en stricte conformité avec les conclusions et résolutions des Assises nationales de la refondation à la mise en œuvre desquelles tous les acteurs politiques et de la Société civile se seront préalablement engagés avant les élections générales.

Les Autorités de Transition se sont attelées, avec une volonté inébranlable et une détermination obstinée et sans faille, à la réalisation et à la satisfaction de toutes les demandes et attentes ainsi exprimées.

II. Les exigences et demandes satisfaites depuis la Rectification de la trajectoire de la Transition :

Les exigences et attentes du Peuple malien, depuis les grandes mobilisations de 2020, ayant été synthétisées en 10 points et 17 mesures, le Gouvernement a mis en priorité la tenue des ANR pour les réactualiser, les partager avec le maximum de Maliens et les rendre réalisables, en leur attribuant un caractère exécutoire.

Dans un environnement caractérisé par la multiplicité des priorités nationales (défense, sécurité, paix, diplomatie, alimentation, éducation, santé, énergie, emploi, infrastructures, réformes politiques, institutionnelles et administratives, etc.), l'engagement gouvernemental de mettre en œuvre les recommandations des ANR a été traduit en action à travers l'adoption du Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat (CSRE 2022-2031) et ses Plans d'Actions suivant le Décret N°2022-0453/PT-RM du 10 août 2022, assurant ainsi le caractère exécutoire des recommandations des ANR.

L'objectif général du CSRE vise à assurer un véritable processus de Refondation du Mali avec la mise en œuvre progressive des recommandations des ANR, à travers cinq (5) axes stratégiques, que sont :

- Axe stratégique n°1 : Gouvernance, Réformes politiques et institutionnelles ;
- Axe stratégique n°2 : Défense, Sécurité, Paix, Réconciliation et Cohésion sociale ;
- Axe stratégique n°3 : Croissance économique et Développement durable ;
- Axe stratégique n°4 : Capital humain, Genre et inclusion sociale ;
- Axe stratégique n°5 : Jeunesse, Sport, Culture, Artisanat, Tourisme et Construction citoyenne.

Le CSRE est mis en œuvre , sur les cinq (5) premières années, à travers : le Plan d'Actions de la Refondation de l'Etat (PARE 2022-2026) qui regroupe les 517 recommandations sous forme d'actions, le Plan d'Actions Prioritaires du Gouvernement de Transition (PAPGT 2022-2024) qui compte 55 actions et le Plan d'Actions Prioritaires Complémentaires du Gouvernement de Transition (PAPCGT 2022-2024), qui compte 153 actions.

Les paramètres du changement pour la Refondation du Mali sont tangibles et visibles à tous les niveaux, à travers la réalisation des activités du Plan d'Actions du CSRE 2022-2031, notamment :

Axe stratégique n°1 : Gouvernance, Réformes politiques et institutionnelles

- la Refondation de la Vision endogène de l'Etat et de la Gouvernance, avec la tenue des ANR et la mise en œuvre subséquente du Plan d'actions du CSRE 2022-2031, fondée sur la responsabilité et le devoir de redevabilité des Autorités au Peuple à travers le mécanisme indépendant de suivi-évaluation (CINSERE-ANR) ;

- la Refondation institutionnelle et politique, avec le passage à la 4ème République avec une nouvelle Constitution, le tout fondé sur les principes constitutionnels qui gouvernent l'action publique (respect de la souveraineté, respect des choix stratégiques et de partenariats, et défense des intérêts supérieurs du Peuple) ; la valorisation des légitimités traditionnelles, des langues nationales, des forces armées et de l'Administration d'Etat ;
- la Refondation du système électoral, avec la création de l'Autorité indépendante de Gestion des Elections (AIGE) avec un système de fichier électoral biométrique ;
- la Refondation de la réorganisation administrative avec l'opérationnalisation des nouvelles Régions administratives et l'adoption de la nouvelle carte administrative du Mali .

Axe stratégique n°2 : Défense, Sécurité, Paix, Réconciliation et Cohésion sociale

- la Refondation du système de défense et de sécurité pour notre dignité et notre honneur, avec la restauration de notre système de défense et de sécurité et la reconquête de l'intégrité territoriale, le recrutement, la formation, la militarisation de la Police nationale et de la Protection civile, la récupération des emprises de la MINUSMA, la reconquête de Kidal, Ber, Anéfis, Aguel-Hoc, Tessalit, Tinzawaten, In-Afarak,... des sanctuaires narco-terroristes inaccessibles depuis 2012 ;
- la Refondation de notre souveraineté nationale et de l'affirmation de la diplomatie malienne;
- la rupture de tous les liens politiques et militaires portant atteinte à notre indépendance : dénonciation du statut de porte-plume et des Accords de Défense (chose impensable il y a quelque temps et devenu un effet de mode aujourd'hui dans les anciennes colonies françaises);
- les départs de MINUSMA, Barkhane, Takuba, EUTEM, EUCAP-Sahel, G5-Sahel et Force conjointe, fin de la médiation de la CEDEAO, départ du Représentant de la CEDEAO ;
- la Refondation de la paix et de la réconciliation nationale avec la fin de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger (APR) ainsi que la réappropriation souveraine du processus du Dialogue inter-Maliens.

Axe stratégique n°3 : Croissance économique et développement durable

- la Refondation de la Vision de développement socioéconomique endogène à travers la mise en œuvre du Plan d'actions du CSRE 2022-2031 ;
- la Refondation de la Justice pénale et de la lutte contre la corruption et l'impunité (réformes judiciaires, renforcement des ressources humaines de la justice, élaboration d'une Stratégie nationale de lutte contre la corruption) ;

- la Refondation de la politique économique nationale à travers la réappropriation des richesses nationales (nouveau Code minier avec le contenu local, remise en marche Comatex et Umpp, des Chemins de fer, projets de construction d'usines de filature, production record de coton, etc.) ;
- la Refondation de la production et de la consommation des produits nationaux : commande publique, Malikura finii,...

Axe stratégique n°4 : Capital humain, Genre et inclusion sociale

- la refondation du capital humain à travers la moralisation des examens scolaires et des concours d'entrée à la Fonction publique ; l'implémentation de l'éducation aux valeurs dans les programmes et cursus d'enseignement (Programme National d'Education aux Valeurs - PNEV);
- la Refondation du système biométrique de l'état civil et le Projet SIGRH (Système Intégré de Gestion des Ressources Humaines) pour mieux maîtriser des effectifs des agents de l'Etat et de la masse salariale des agents de la Fonction publique de l'Etat et des Collectivités territoriales ;
- la Refondation du dialogue social à travers la signature et la mise œuvre du Pacte de stabilité sociale et de croissance.

Axe stratégique n°5 : Jeunesse, Sport, Culture, Artisanat, Tourisme et Construction citoyenne

- la Refondation de la citoyenneté basée sur le Service National des Jeunes (SNJ pour les nouveaux fonctionnaires et les Jeunes), la revalorisation du statut des Autorités et légitimités traditionnelles, l'officialisation des langues nationales ;
- la Refondation des Symboles de l'Etat à travers l'appropriation et le respect des Symboles et des autres signes distinctifs (drapeau national, devise nationale, hymne national, armoiries, sceaux) ;
- la Refondation de l'esprit du Malidenkura (Nouveau citoyen malien) avec une vision endogène, sans complexe, sans influences étrangères, qui a confiance en la gouvernance domestique, qui a confiance en soi et qui a foi en l'avenir du Mali.

Le Gouvernement dirigé par le Premier ministre, Choguel Kokalla MAÏGA, Président du Comité Stratégique du M5-RFP s'est employé, sous l'autorité du Président de la Transition, à la réalisation de nombre de points contenus dans cette vision forgée au cours de la lutte du Peuple malien.

C'est ainsi que dans le domaine de la Défense et de la Sécurité, le Mali a été débarrassé de tout ce qui pouvait l'empêcher de réaliser la vision endogène du MaliKura : la Force Takuba, G5-Sahel, Barkhane, EUTEM EUCAP-Sahel, avec en prime la reconquête de toutes les emprises occupées antérieurement par la MINUSMA, y compris Kidal, *jadis sanctuaire des narco-terroristes, inaccessible aux Représentants officiels de l'Etat du Mali depuis 2012.*

La réussite du processus des ANR est intimement liée à la forte implication du M5-RFP aux côtés du Gouvernement dans la tenue de la Table-ronde sur la validation des Termes de Référence des ANR et de l'Organe unique de gestion des élections, et la participation efficiente et efficace de ses représentants dans les Structures nationales d'organisation des ANR.

III. La capitalisation des acquis du processus de Refondation :

Depuis la rectification de la trajectoire de la Transition, avec l'implication et le soutien du Peuple malien et le leadership courageux des dirigeants de la Transition, les résultats du changement pour la Refondation du Mali sont irréfutables, visibles et tangibles à tous les niveaux :

- Les réformes politiques et institutionnelles dont notamment l'élaboration et l'adoption d'une nouvelle Constitution,
- L'opérationnalisation de l'Autorité indépendante de gestions des élections (AIGE),
- Les réformes dans les domaines de la Justice, l'Education, la Santé, des Infrastructures, la Culture, de la Citoyenneté, du Système des Valeurs, l'Economie nationale avec la reprise de différents secteurs stratégiques.
- La montée en puissance des FAMa, qui s'est traduite par un large processus de refondation et reconstruction nationales de notre outil de défense robuste et adapté aux menaces, a permis d'engager nos Forces de Défense et de Sécurité dans de vastes opérations pour la restauration de l'intégrité du territoire national, de sécurisation des personnes et des biens.
- Le départ de notre territoire des Forces militaires étrangères (Takuba, G5-Sahel, Barkhane, MINUSMA, EUTEM, EUCAP,...).
- La fin de la Médiation internationale et l'expulsion du Représentant résident de la CEDEAO, les expulsions de Représentants de certaines puissances étrangères et la fermeture de plusieurs médias étrangers qui s'organisaient pour semer la discorde et l'exacerbation des conflits intercommunautaires au Mali.
- La libération par les FAMa de Ber, Anéfis, Kidal et de toutes les autres emprises militaires dans plusieurs autres localités au Nord et au Centre du Mali, motifs de satisfaction et de fierté, qui étaient impensables et inimaginables avant l'avènement de la Rectification.
- L'installation du Gouverneur de Kidal et la sécurisation de l'Administration officielle par les éléments des FAMa (et non par des éléments complices désignés par les terroristes).
- Le recouvrement de la Souveraineté et le respect du Mali au plan mondial et africain. Notre pays a dénoncé au plus haut niveau (notamment à la tribune de l'ONU), le double jeu, le double langage, la duplicité et les appréciations à géométrie variable de la France vis-à-vis du Mali. Depuis juillet 2022, le Mali a, en vain, demandé solennellement la tenue d'une session spéciale du Conseil de sécurité de l'ONU afin d'exposer les preuves irréfutables des différentes activités de sponsoring des mouvements terroristes au Mali et au Sahel par la France.

- La moralisation des examens scolaires et des concours de la Fonction publique, avec la bannissement de la fraude et de la corruption, pour assainir le système éducatif et l'Administration d'Etat, mais également promouvoir la culture de l'excellence et du mérite.
- L'élaboration et l'adoption d'un Pacte de stabilité et de croissance. Il nous plait ici, de rendre un hommage mérité aux Syndicats nationaux, qui ont fait échecs à plusieurs tentatives de déstabilisation de la Transition.
- Au plan sous-régional, le Mali s'est tenu debout auprès des pays frères et voisins, le Burkina Faso et le Niger, lorsqu'ils étaient menacés d'agressions militaires.
- Au plan régional, notre pays s'est résolument engagé au cœur de l'intégration sous-régionale matérialisée par la mise sur pied de la Confédération des États du Sahel (AES) avec le Burkina Faso et la République du Niger.
- Au plan international, la voix du Mali résonne plus fort et est écoutée dans toutes les arènes.

Au regard de ces grandes avancées, le Peuple malien peut se convaincre que la Refondation du Mali voulue par lui est résolument en marche, à travers une vision comprise et acceptée par les citoyens, déterminés et résilients, basée sur un Plan d'actions progressivement mis en œuvre, avec la naissance de la 4ème République, dans une union sacrée pour un Mali Debout et Digne.

Bien entendu, toutes ces actions et réussites se sont réalisées grâce à plusieurs initiatives et actions résolues du Président de la Transition et de ses compagnons d'armes, et bien sûr grâce aux actions et succès irréfutables des FAMA, engagées dans de vastes opérations et combats sur le terrain.

IV. Les difficultés et tentatives de déviations et de torpillages dans la marche de la Transition :

Malgré la Rectification de la trajectoire de la Transition et la mise en œuvre progressive du processus de Refondation de la Nation sous l'impulsion des Autorités de la Transition, le Peuple malien a observé et constaté, avec amertume, un relâchement voire une remise en cause des termes du Pacte d'honneur et du Partenariat stratégique liant les deux Forces du Changement, civiles d'une part à travers le M5-RFP et militaires d'autre part à travers l'ex-CNSP.

Cette situation sera plus tard exploitée par certaines Forces politiques hostiles, et des militaires pourtant liés par le Partenariat stratégique, pour tenter d'affaiblir et de déstabiliser le Premier ministre et le M5-RFP qui sont, heureusement, restés vigilants et ont mis les intérêts supérieurs du Mali au-dessus de certaines considérations politiciennes et personnelles. Le prix à payer a été les multiples démissions et scissions ourdies au sein du Mouvement.

En effet, depuis déjà fin-2022, et surtout à partir du début de l'année 2023, une sorte de spectre de confusion et d'amalgame plane sur la Transition, avec de véritables et graves risques de remises en cause des acquis.

Ainsi,

- nous avons pu assisté, médusés, déjà le 8 juin 2023, à une tentative malheureuse (*meeting de la honte*) de lancer la campagne référendaire en faveur du « OUI massif » pendant les opérations de vote le 18 juin, sans aucune coordination avec le Premier ministre ;
- dès le 1er juillet 2023, une embuscade est tendue au Premier ministre, qui est mis devant le fait accompli, pour la formation du nouveau Gouvernement, opérant ainsi, dans un premier temps, à la première rupture officielle du Pacte d'honneur initialement incarné par la formation du Gouvernement de Transition le 11 juin 2021 par, purement et simplement, le limogeage et le remplacement de la quasi-totalité des ministres issus des rangs du M5-RFP, sans consultation ni propositions alternatives de Choguel K. MAIGA, en sa double qualité de Premier ministre, Chef du Gouvernement et de Président du M5-RFP ;
- alors que l'élection présidentielle pour mettre un terme officielle à la Transition malienne, qui avait été fixé librement par décret signé contre-signé par le Premier, au 24 mars 2024, n'a pas encore eu lieu, le M5-RFP a constaté que des *conseillers* ont induit en erreur certaines Autorités de la Transition, qui, dès le 22 juillet 2023 (*si non dès le 1er juillet*), ont commencé à agir comme si le Président de la Transition, issu pourtant d'un compromis politique historique consensuel au sein l'ex-CNSP, choix accepté et endossé par le M5-RFP et le Peuple malien dans sa grande majorité, est un Président de la République constitutionnellement et démocratiquement élu ; et cela, en *méconnaissance ou en ignorance totale* de la jurisprudence de l'Histoire politique et juridique récente du Mali, pendant la Transition de 1991-1992.
- c'est le lieu ici de rappeler que la Constitution de la 3ème République avait été votée par référendum le 12 janvier 1992, promulguée le 25 février 1992, mais qu'elle n'a commencé à être appliquée et à produire ses effets qu'après l'élection du Président de la République investi le 8 juin 1992.
- aujourd'hui, la nouvelle Constitution de juillet 2023 ne peut, ni politiquement ni juridiquement, s'appliquer parallèlement ou concomitamment, avec un autre texte ou Loi fondamentale de la République ;
- en agissant ainsi, la Charte de la Transition, qui n'existe que par rapport à la Constitution de la 3ème République et au Coup d'Etat du 18 août 2020, ne pourrait donc plus juridiquement s'appliquer, et donc deviendrait caduque et inopérante, faisant disparaître toute base juridique aux Institutions de la Transition en cours ;
- ce qui n'est pas le cas, car la Charte de la Transition qui emprunte les dispositions de la Constitution de la 3ème République continue de s'appliquer mutatis mutandis ;
- faut-il le rappeler avec détermination et résolution, que le Président de la Transition est issu d'un consensus au sein de l'ex-CNSP, d'une part, et du Comité Stratégique du M5-RFP, d'autre part (*les deux forces qui ont opéré le changement*), et non d'une élection sur la base de la nouvelle Constitution adoptée au référendum du 18 juin 2023 et promulguée le 22 juillet 2023;

- dans l'entendement du M5-RFP, la Constitution de la 4ème République ne commencera à s'appliquer et à produire ses pleins effets, qu'à l'issue de l'élection présidentielle qui clôt la Transition en cours.

D'ores et déjà, il est déplorable que plusieurs questions majeures de la gestion gouvernementale ont été traitées par surprise en mettant le Premier ministre devant le fait accompli, sans aucun débats au sein du Gouvernement, notamment :

- la prorogation de la durée de la Transition,
- la réorganisation territoriale,
- la gestion de la crise énergétique,
- la tentative infructueuse d'organisation, le 8 juin 2023, en étroite collaboration avec des tenors du régime défunt, d'un meeting de lancement de la campagne référendaire du 8 juin 2023, qualifié par certains militants de « meeting de la honte »,
- le report des élections,
- la négociation d'engagements financiers et la conclusion de prêts avec plusieurs bailleurs de fonds et partenaires, à l'insu du Premier ministre,
- la tenue et souvent même les conclusions de négociations sur certains dossiers à caractère économique et financier avec des partenaires stratégiques, ainsi qu'avec des partenaires techniques et financiers du Mali, à l'insu du Premier ministre ;
- la gestion des engrais des cotonculteurs,
- la dissolution récurrente des Conseils élus et leur remplacement par des Organes transitoires, etc. Tout cela se fait sans même informer le Premier ministre,
- il en est de même de ce qui concerne les différentes discussions sur l'Alliance des Etats du Sahel (AES), alors que le concept de ce Regroupement politique a été discuté entre les Premiers ministres du Burkina Faso, du Mali et du Niger , respectivement le 1er février 2023, le 23 février 2023 et le 30 décembre 2023, entre les trois Premier ministres,
- certaines pratiques de l'ancien système, que le Peuple malien a pourtant dénoncées pendant la lutte du M5-RFP en 2020, qui jurent avec les intérêts supérieurs des Maliens, se multiplient, à travers des arrestations et détentions extrajudiciaires.
- Nous avons particulièrement déploré ce type d'actes dont les membres du Comité Stratégique M5-RFP ont été victimes.
- il faut aussi souligner, pour le déplorer, le dénoncer et le condamner, le retour progressif et l'infiltration rampante de ceux qui avaient déclaré observer une position « neutre » et de ceux qui avaient combattu ouvertement l'avènement du renouveau et s'adonnent à un sabotage et à une déstructuration, depuis l'intérieur, du processus de Refondation, dans le but de remettre en cause l'esprit, la vision et les acquis du Changement. Certains, qui ne se cachent plus, sont ouvertement soutenus et entretenus !
- plusieurs actes et comportements qui sont inimaginables pour le Malien lambda pendant cette Transition pourtant dédiée au Changement, se découvrent et se manifestent de jour en jour. Et, le M5-RFP n'y a jamais souscrit ni dans sa vision, ni dans son approche.

Sur un tout autre plan, l'initiative du Dialogue inter-Maliens (DIM) est pertinente et louable en ce qu'elle doit servir à élaborer une alternative à la fin de l'Accord pour la paix et la Réconciliation issu du processus d'Alger, en matière de paix et de réconciliation nationale, même si certaines de ses recommandations phares ont donné l'impression de remettre en cause et/ou délégitimer les ANR. Les tenants du régime, après avoir combattu avec acharnement la tenue des ANR, sont recyclés et sont revenus avec force par la fenêtre pour mieux saborder la suite du processus.

Dans ses précédents communiqués, le M5-RFP a attiré l'attention des Maliens sur ces différentes préoccupations et inquiétudes. Le Premier ministre et Président du Comité Stratégique a, quant à lui, régulièrement informé de ces graves situations, les responsables du M5-RFP et ses proches collaborateurs. Il a cependant toujours recommandé aux uns et aux autres de ***faire preuve de patience stratégique*** pour ne pas perturber la marche historique de la Transition et surtout pour ne pas perturber les FAMA qui sont en train d'engranger des succès indéniables sur le terrain des combats. Au nom de cette cause, il faut patienter et ne jamais perdre l'espoir qu'il arrive à un débat avec les militaires, comme le 24 mai 2021, et donc dans l'espoir d'un ressaisissement des uns et des autres ***pour sauver la Patrie, le Mali.***

V. La nécessité de la Clarification de novembre 2024 :

Après plusieurs péripéties jonchées de manœuvres et crocs-en-jambe contre le Premier ministre, Chef du Gouvernement et son Mouvement le M5-RFP, et face à sa demande infructueuse pendant plus de deux (2) ans d'échanger avec les partenaires de l'ex-CNSP sur l'avenir de la Transition, face à l'impasse et le désarroi des Maliens qui avaient une impression d'absence de vision des Autorités, de manque de visibilité et de perspectives, il s'est enfin résolu à tenir un meeting le 16 novembre 2024, pour, d'une part, commémorer l'an I de la libération historique de Kidal, et d'autre part, donner son avis sur la nécessité d'une clarification et d'une réorientation stratégique de la Transition, afin de remobiliser les Maliens et redonner espoir à notre peuple.

Ce meeting avait pour but d'une part, de magnifier le rôle des FAMA dans la réussite de la Transition dans leur mission régaliennne de rétablissement de l'autorité de l'Etat avec notamment la libération et la récupération de Kidal, et d'autre part, de sensibiliser les partenaires stratégiques au sein de la Transition pour corriger les erreurs de parcours et empêcher tout retour de l'ordre ancien et des pratiques d'antan, et proposer au M5-RFP et au Peuple des pistes de solution afin de combler l'espoir des Maliens et des Africains.

A la surprise générale, une orchestration stipendiée fut servie aux Maliens par des Associations politiques et des Partis, nouvellement créés en méconnaissance des recommandations des ANR, avec comme sponsors des militaires, pourtant parties prenantes du partenariat stratégique entre le M5-RFP et l'ex-CNSP. Lesdites organisations politiques, dont plusieurs sont animés par des vrais ennemis de la

Transition, par des agents doubles, à Bamako et dans les Régions de l'intérieur, ont été mises en branle pour demander la **démission** du Premier ministre, Chef du Gouvernement. Cela fut mené tambours battants sur fond d'instrumentalisation et de dévoiement de l'organe d'information institutionnelle de l'Etat, l'ORTM, réquisitionnée les 18 et 19 novembre 2024 pour la funeste cause, alors que le Premier ministre, Chef du Gouvernement et Chef de l'Administration, était encore en poste dans l'exercice de ses fonctions !

Des contre-vérités, des menaces, des injures et des invectives furent proférées à tout rompre, par d'anciens terroristes et rebelles repentis qui avaient martyrisé et violé en 2012 les populations du Nord du Mali, des repris de justice, des opportunistes de tout acabit, des ignorants de tous ordres ne sachant même pas les raisons de leurs rassemblements, des enfants extraits aux forceps des établissements scolaires, des parents biologiques et membres de familles de certains responsables en fonction au sein des Institutions de la Transition, etc.

Ce remue-ménage fut suivi du limogeage du Premier ministre, Chef du Gouvernement, Choguel Kokalla Maïga, le 20 novembre 2024, et la nomination immédiate, le 21 novembre, d'un nouveau Premier ministre, militaire de son état, anciennement Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration et la Décentralisation, Porte-parole du Gouvernement, qui forme illico presto un gouvernement le 22 novembre 2024, *sonnant ainsi définitivement le glas du Pacte d'honneur du 24 mai 2021 entre le M5-RFP et l'ex-CNSP : la rupture officielle du M5-RFP et les membres de l'ex-CNSP est ainsi définitivement consommée.*

Pour l'intérêt supérieur de la Nation, le M5-RFP aurait souhaité que cette séparation se fasse sans tentatives d'humiliations, dans le respect et la reconnaissance des énormes services rendus à la Patrie, afin de préserver l'image que nous projetons en l'Afrique et dans le reste du monde.

Auparavant, de longs mois durant, de façon insidieuse certaines Forces politiques font véhiculer l'idée selon laquelle *le Président de la Transition doit limoger sans ménagement le Premier ministre, qui «ne sert plus à rien et devient même encombrant et atteint de sénilité».*

Les tenants de cette thèse, dont personne parmi eux n'a assisté à la rencontre de compromis politique historique du 24 mai 2021 à Kati, entre le Comité Stratégique du M5-RFP et la délégation de l'ex-CNSP, n'ont ni manifesté avec le Peuple malien de juin à août 2020, faisaient semblant d'oublier que le Premier ministre était le choix que le Comité Stratégique du M5-RFP avait proposé à l'ex-CNSP pour entérinement. Ils font aussi semblant d'ignorer le fait que le Président de la Transition est un choix issu d'un consensus entre les représentants des FAMa. En effet, ni le Président de la Transition, ni le Premier ministre de la Transition, ne sont des élus, mais des institutions issues du soulèvement populaire et de la lutte héroïque, donc

révolutionnaire, du Peuple malien menée durant plusieurs mois, lutte portée par le M5-RFP et parachevée par les représentants des FAMa le 18 août 2020. Tous les nouveaux organes de la Transition, sont issus d'un consensus entre le M5-RFP et l'ex-CNSP, pour pouvoir prendre en charge les différentes revendications du Peuple malien insurgé.

C'est à travers ce prisme que, de 2021 à 2024, le Premier ministre et le Comité Stratégique du M5-RFP, ont toujours lu et apprécié chaque événement politique national et international, l'essentiel restant la préservation des grands équilibres et l'atteinte des revendications qui étaient à la base de la lutte originelle du M5-RFP et du soulèvement populaire enclenché en 2020.

Cette lecture irréfutable, hautement patriotique, faite de compromis politique historique et dynamique, est la base de la **patience stratégique** du Premier ministre et du Comité Stratégique du M5-RFP.

Faut-il rappeler que dès le départ, déjà en juin 2021, d'éminentes personnalités, membres du Gouvernement de Transition, se sont opposés à la tenue des ANR, en organisant un atelier uniquement avec certains Partis en majorité du régime déchu, pour produire prétendument au nom des Maliens un document qui rejette toute idée de création par la Transition d'un Organe indépendant de Gestion des élections, a fortiori de tenir ANR, toutes choses qui étaient pourtant des revendications majeures du Peuple malien mobilisé en 2020.

Ayant échoué dans leur tentative de déstabilisation du Premier ministre, Choguel Kokalla MAÏGA, en intelligence avec certaines Forces politiques, des clans se sont créés au sein du Gouvernement avec le même objectif : affaiblir systématiquement le Premier ministre. Tout y a passé, y compris l'impensable :

- des nominations sans consultation du Premier ministre de certains responsables des Services relevant pourtant de sa tutelle ;
- l'élaboration des budgets annuels, et leur présentation au CNT, sans échanges préalables avec le Premier ministre ;
- la décision de procéder à un "*léger report des élections*" sans débats au sein du Gouvernement ;
- des discussions engagées par certains Ministres avec des bailleurs de fonds à l'insu du Premier ministre ;
- la conclusion d'engagements financiers et de prêts à moyen ou long termes, par certains Ministres sans consulter le Premier ministre. Le Mali se trouve ainsi engagé par des Ministres, à l'insu du Gouvernement, non investis d'un quelconque mandat ou légitimité historique ou politique ;
- la négociation et la fixation du prix de renouvellement des licences d'exploitation des sociétés de télécommunications, à l'insu du Premier ministre, qui apprend certains détails sur les réseaux sociaux ;

- l'usurpation et la préemption de certaines missions et prérogatives du Premier ministre par des Ministres commis à cette tâche, à son insu ;
- des dissolutions et remplacements de certains organes élus par des autorités intérimaires sans requérir l'avis du Premier ministre ;
- la dissolution de certaines structures et l'arrestation de certains responsables politiques et de leaders d'opinion à l'insu du Premier ministre, qui est obligé de s'informer à partir des médias nationaux ou étrangers ;
- l'arrestation et l'incarcération de collaborateurs du Premier ministre à son insu, et parfois à l'intérieur des bureaux de la Primature, dans des buts inavoués et inavouables ;
- des attitudes de défiances envers le Premier ministre, même devant des partenaires étrangers à l'extérieur du pays, ou au cours de certaines missions et réunions, par certains Ministres ;
- des actes de mépris de certains Ministres qui ne se privent pas de dénigrer le Premier ministre même devant certains de leurs collaborateurs, affirmant que « *le Premier n'a aucun pouvoir sur eux, ou qu'il ne représente rien* » ;
- des détournements des résultats de certaines missions du Premier à l'étranger à des fins inavouables ;
- le dévoiement de la nouvelle Constitution et du fonctionnement de l'AIGE contrairement à l'esprit et à la lettre des textes et des revendications du Peuple malien insurgé en 2020.

Et des meilleurs ! Nous pourrions continuer cette litanie de violations de l'esprit républicain et du Pacte d'honneur scellé dans la nuit du 24 mai 2021 entre le Comité Stratégique du M5-RFP et l'ex-CNSP.

Le Premier ministre, tenait régulièrement informé le Comité Stratégique du M5-RFP de ces faits. Il a cependant toujours mis en avant, la nécessité d'endurer tout et de garder principalement à l'esprit de sacrifice et le travail titanesque des FAMA pour sécuriser le Mali. *En effet, dit-il constamment, sans le travail et le sacrifice des FAMA, le Mali était en voie de disparition en tant qu'Etat et en tant que Nation. Il a toujours insisté sur la nécessité de mettre prioritairement le focus, et surtout de ne se préoccuper en priorité que du recouvrement de l'intégrité territoriale et de la souveraineté du Mali.*

C'était au nom de ces valeurs cardinales, qui constituaient la trame et la revendication fondamentale du Peuple malien, donc du M5-RFP, que toutes les dérives précitées, et d'autres, étaient tolérées. C'était la philosophie du Premier ministre, qu'il a fait partager, avec beaucoup de difficultés et de persévérance, avec la majorité du Comité du M5-RFP. Le prix à payer de cette philosophie, se sont les différentes scissions du M5-RFP, dont certaines ont été orchestrées pendant que le Premier ministre était sur le lit d'hôpital, épuisé par tant d'efforts pour servir la Nation.

Le Premier ministre et le Comité Stratégique du M5-RFP ont enduré et toléré tous les excès de certaines personnalités de la Transition. Ils considèrent, ce faisant, *qu'ils se dédient à une mission historique*. Ainsi, le M5-RFP est demeurée engagée et fidèle aux objectifs initiaux de la lutte du Peuple, malgré les pénibles péripéties et durs obstacles qui ont jonché les étapes et les tournants de ce combat patriotique.

Conclusion et perspectives :

La Refondation du Mali est un processus dont un des éléments le plus déterminant est la vision comprise et acceptée par les Citoyens, désormais conscients des enjeux et des défis contemporains, des diagnostics et des solutions à mettre en œuvre, mais également de la place et du rôle de chacun dans les changements à opérer.

Il y a plus de dix ans, en 2012, notre Armée et notre Administration quittaient des pans entiers du territoire national, les Structures des services sociaux de base se vidaient de leur personnel, nos populations du Nord quittaient leur terroir, le désespoir se répandait dans les cœurs des Maliens, ...

Aujourd'hui,

- nos FAMA sont équipées et mises à niveau, elles ont restitué aux Maliens honneur, dignité, confiance en soi et respectabilité,
- l'Administration ainsi que les Services sociaux de base retournent progressivement,
- les populations regagnent progressivement leurs foyers respectifs,
- l'espoir renaît chez les Maliens avec une nouvelle Constitution consacrant l'avènement de la 4ème République.
- le Mali, *qui était hier la risée du monde et le ventre mou de la lutte contre le terrorisme*, inspire le reste de l'Afrique, et la Confédération des Etats du Sahel (AES) est créée avec le Burkina Faso et la République du Niger. Le Peuple malien a fortement impacté la géopolitique régionale, africaine et internationale.

Ainsi donc, le processus de Refondation dans lequel le Mali est résolument engagé, repose sur quatre (4) piliers qui présagent sa concrétisation effective, à savoir :

1. *une vision partagée par le Peuple malien ;*
2. *la mise en œuvre cohérente des réformes globales à travers des stratégies et politiques publiques ;*
3. *un mécanisme de suivi-évaluation interne et externe fonctionnel ; et,*
4. *l'instauration d'un esprit de citoyenneté patriotique et engagée.*

Tout cela est aujourd'hui en cours, malgré les difficultés, les obstacles, les tentatives et risques de retour en arrière à l'ordre ancien, etc.

En définitive, les Maliens tiennent à l'idéal d'un Mali du renouveau, d'un Mali Refondé, du Malu Kura, et rien ne les en détournera. Mieux, le Peuple a cultivé une

telle résistance et une telle résilience, au point qu'il continue de supporter stoïquement les conséquences pernicieuses d'une insécurité rampante, d'une récession économique, d'un cycle de délestages électriques persistant, de l'arrêt de certaines activités économiques, des pertes d'emplois et du chômage, des faiblesses des systèmes judiciaire, sanitaire, éducatif ou infrastructurel, etc.

Le Peuple a compris que le redressement de cette situation résultant d'une mauvaise gouvernance sur plus de plusieurs décennies, se fera progressivement et laborieusement. Cela justifie sa détermination, sa résilience et sa vigilance.

Le M5-RFP recommande les points suivants aux Autorités de la Transition :

- maintenir et poursuivre le cap et le contenu du Changement tels que voulus par le Peuple lors de la lutte enclenché en 2020 et définis au cours des ANR ;
- mettre en avant les intérêts vitaux du Peuple malien dans toutes les initiatives et actions gouvernementales ;
- s'imposer les principes d'un leadership vertueux, républicain, patriotique et exemplaire, en toutes circonstances ;
- observer les principes de rigueur, de transparence et de redevabilité dans la gouvernance des affaires publiques, notamment sur les questions de réduction du train de vie de l'Etat, de maîtrise des coûts des denrées alimentaires et de première nécessité, la fourniture de l'électricité et de l'eau, la moralisation des marchés publics et des modalités de paiement de la dette intérieure, etc.
- diligenter le dossier judiciaire ouvert contre les commanditaires, auteurs et complices des tueries et exactions contre les victimes de la crise de 2020 à Sikasso et Kayes, puis à Bamako, notamment les suites des enquêtes, des auditions et des actes de mise sous mandat de dépôt de plusieurs responsables et agents incriminés ;
- fonder toutes les initiatives de paix et de réconciliation nationale sur les principes de justice, d'équité, de bannissement de primes à la violence et à la rébellion et de garantie de non-récurrence ;
- créer les conditions sécuritaires, légales et administratives pour finaliser les réformes pertinentes (*réadaptation de loi électorale et de l'AIGE, cartes biométriques aux normes, listes électorales intègres, charte des partis, etc.*) pour la tenue de scrutins crédibles et apaisés, en y associant les Forces politiques et sociales ;
- préserver et renforcer les relations en matière de Défense et de Sécurité avec les partenaires respectueux de notre souveraineté et de notre indépendance ;
- respecter les engagements avec les partenaires, notamment au sein de la Confédération des Etats du Sahel (AES) et assumer avec succès la confiance et le leadership actuellement attribués au Mali.

Le M5-RFP tient à remercier le Peuple malien pour sa mobilisation effective et son soutien constant au Gouvernement dirigé par le Dr Choguel K. Maïga pendant ces trois dernières années.

Le M5-RFP s'engage à rester mobilisé et vigilant pour la conclusion heureuse de la Transition survenue à la suite de sa lutte héroïque pour la Refondation, la sécurité, la stabilité et la prospérité de notre Nation.

Le M5-RFP, avec l'ensemble des composantes du Peuple véritablement acquises au Changement, est et demeure une force de veille et d'action, une tour de garde, mobilisé et debout jusqu'à l'aboutissement du combat patriotique pour un Malikura, souverain, indépendant, démocratique, républicain et laïc doté d'une gouvernance responsable et vertueuse.

Que Dieu préserve et bénisse le Mali, et protège les Maliens !

Bamako, le 22 février 2025.

Pour le Comité Stratégique du M5-RFP

***Le Président
Dr Choguel Kokalla MAÏGA***

- *Annexe : Point de mise en œuvre des 10 points/17 mesures du M5-RFP*

■ J'aime ma maman et que Dieu la protège -



Manipuler un enfant pour qu'il haïsse son père ou sa mère est l'une des choses les plus méprisables que l'on puisse faire.

■ Le Général Tchoutchoubatchou



Elle a quitté Bamako pour venir me voir ici à Ouagadougou !
 Mlle Coulibaly, une fan qui me suivait depuis la Côte d'Ivoire et ensuite de Bamako là où elle a déposé ses valises. Depuis avant hier elle sillonne les rues de Ouagadougou pour espérer rencontrer quelqu'un qui connaît chez moi.
 Et bien, elle a eu gain de cause, car ce matin elle était chez moi à la maison, mais je n'étais pas présent, il a fallu que madame lui donne le numéro du manager pour rentrer en contact avec nous.
 J'ai dû réaliser le rêve d'une fan, une fan courageuse qui a bravé des risques pour venir dans un pays où elle n'a pas de proches pour uniquement me voir.
 Quel amour



■ Guinée divers -



Née dans une famille griotte, Djelykaba Bintou Kouyaté est une artiste musicienne, chanteuse, auteure et compositrice d'origine guinéenne.

Née à Fria en Basse Côte, elle est connue pour ses fusions de la tradition avec le zouk et afro-mandingue.
 Engagée pour la cause des cœurs meurtris ses concerts sont toujours remplis en Guinée ces 5 dernières années et surtout ses œuvres varient entre 4 à 5 et de 10 à 15 millions de vues sur Youtube à chaque sortie elle explose les compteurs sur youtube.
 Djelykaba Bintou c'est l'une des meilleures de l'Afrique de la Guinée et de sa génération.



■ Leïla La Sahelienne



Choguel Kokalla Maïga a perdu la tête depuis qu'il a été hospitalier quand il était premier ministre.
 Fato keh nin à ka Fatobougou kaw

■ LE SPORT BURKINABÈ



Ouagadougou, Burkina Faso -
 Félicitations à la Fédération pour la reprise du championnat des petites catégories U15, U17 et U20!
 Nous saluons cette initiative qui donne une nouvelle dynamique au développement du football chez les jeunes. Ces compétitions sont essentielles pour découvrir de nouveaux talents et offrir aux jeunes joueurs des opportunités de se perfectionner.

L'Agence TalentMax encourage vivement tous les clubs à s'inscrire et à participer pour préparer la relève du football. C'est l'occasion de donner à nos jeunes joueurs un cadre d'expression et de développement pour progresser ensemble.

TalentMax reste engagée dans sa mission de détection et de développement des jeunes footballeurs et sera toujours aux côtés des clubs et des talents.

Que cette reprise marque le début de nouvelles réussites pour nos jeunes espoirs du football !— content, à Fédération Burkinabè de Football.

■ Dougakoro Seydou Koumare



Un bref Séjour à Bamako qui a été l'occasion pour moi de rencontrer également certains amis, camarades de la toile lors du mariage mon-dial de la petite sœur de mon guide prolétaire palabreur Samba Gassama General . Un bon moment de rigolade entre frères: Seydou Sidibe , Mam's Fofana , Dony Brasco , Moussa Nimaga. Merci pour l'accueil.

Djimé Kanté , Samprin Bob , Maribelle Gné Koumare , vraiment mon guide prolétaire palabreur Samba Gassama m'a fait pitié hier tellement les griots l'ont harcelé et déplumé.

Mes témoins Seydou Sidibé, Marc Dara, Koko Le Leader..... Heureux ménage au couple, que Dieu bénisse leur Union.



■ Daouda Bakary Kone



Umoa-Titres: le Mali obtient 27,499 milliards FCFA sur le marché financier des titres Public

■ Boureima Guindo



Le fameux Idriss Konipo aussi pense pouvoir être célèbre en s'attaquant aux journalistes hein.



■ Ministère des Affaires Étrangères - Coop - Int



Communiqué du Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale suite à la publication du Département de l'efficacité gouvernementale des États Unis d'Amérique, sur les réseaux sociaux, concernant une supposée subvention de l'USAID en faveur du Mali pour un montant de 14 millions de dollars américains, en appui à la cohésion sociale. Bureau de l'Information et de la Presse/MAECI.



■ Yeah Samake



Rencontre avec le Gouverneur de Bougouni :
Un engagement renouvelé pour le développement de notre région

Aujourd'hui, j'ai eu l'honneur de rencontrer le Gouverneur de Bougouni pour échanger sur le développement intégré de notre région, une terre de forte potentialité. Cette rencontre de prise de contact a été l'occasion de rappeler les réalisations concrètes que nous avons déjà accomplies dans la région, au service des populations.

J'ai également réaffirmé ma disponibilité à accompagner et soutenir les efforts inlassables des autorités régionales pour le progrès et le bien-être des habitants de Bougouni. Ensemble, dans un esprit de collaboration et d'action, nous continuerons à bâtir un avenir prospère pour notre région.

Rappelons nous toujours que #DIRIGERCESTSERVIR
#Bougouni #DéveloppementLocal #Engagement

QUEL EST TON NIVEAU DE CONFIANCE EN LA CAPACITÉ DE NOS AUTORITÉS À SORTIR LE MALI DE CETTE CRISE MULTIDIMENSIONNELLE?



■ Fouraba Samake



Fouraba Samake II est avec Mory Samake et l'Ambassadeur Yeah Samake, invité d'honneur de la Semaine de l'Étudiant et de l'Élève Ançars

Le 22 février 2025, la cérémonie de clôture de la 3^e édition de la Semaine de l'Étudiant et de l'Élève Ançars s'est tenue à la mosquée chérifienne de Banconi Dianguinébouyou. Organisé par le Collectif des Ançars en Milieu Universitaire et Scolaire (CAMUS-MALI), cet événement a réuni de nombreuses personnalités du monde éducatif et politique.

Parmi les invités d'honneur, Yeah Samaké, président d'honneur du PACP (Parti pour l'Action Civique et Patriotique), a marqué cette rencontre de son empreinte. Il était accompagné de Mme Dème Lalla Diaby, présidente des femmes du PACP, du secrétaire général Adama Traore, de Baba Coulibaly, ainsi que du secrétaire à la communication du Bureau national des jeunes, Fouraba Samaké.

Lors de son intervention, Yeah Samaké a chaleureusement remercié les organisateurs pour leur invitation et a salué l'engagement des jeunes Ançars pour leur foi, leur quête d'excellence et leur attachement aux valeurs patriotiques. Il leur a prodigué de précieux conseils, les encourageant à persévérer dans leurs études et à cultiver la discipline et le leadership, essentiels à l'édification d'un Mali prospère et uni.

Fidèle à son engagement envers la jeunesse, il a promis d'échanger régulièrement avec eux à travers des rencontres physiques, affirmant ainsi son soutien aux initiatives visant à renforcer la formation et l'épanouissement des jeunes Maliens.

Cette édition de la Semaine de l'Étudiant et de l'Élève Ançars s'est ainsi clôturée sur une note d'espoir et de motivation, renforçant les liens entre les leaders politiques et la jeunesse malienne engagée.
#DIRIGERCESTSERVIR



Réunion ministérielle de la Confédération des États du Sahel : Vers de nouvelles négociations avec la CEDEAO



Samedi 22 février 2025, au ministère des Affaires étrangères, s'est tenue la cérémonie d'ouverture de la réunion ministérielle de la Confédération des États du Sahel (AES) sous la présidence du Premier ministre, le Général de Division Abdoulaye Maïga. Cette réunion, initiée conformément aux directives du Président de la Transition, le Général d'Armée Assimi GOÏTA, Président en exercice de l'AES, vise à poursuivre les discussions entamées avec la CEDEAO concernant le retrait des États de la Confédération de cette organisation régionale.

Les délégations des Ministres de la Défense, de la Sécurité, des Affaires étrangères, de l'Économie et des Finances des pays membres de la Confédération, Burkina Faso, Niger et Mali, se sont réunies pour consolider les études nationales et définir le cadre des négociations à venir. L'objectif est de formaliser l'architecture interne de l'AES pour les discussions avec la CEDEAO, en établissant un Comité de pilotage ministériel, une Task Force et des équipes pluridisciplinaires.

Au cœur des échanges se trouvent les implications économiques, sociales et politiques du retrait des États de l'AES de la CEDEAO. Les ministres ont pour mission d'apporter des solutions adaptées à chaque situation et de définir un Mémoire d'entente précisant les domaines de négociation et le calendrier des discussions à venir. Un effort particulier sera également mis sur la préservation de la souveraineté des États du Sahel et le renforcement de l'harmonie fraternelle au sein de l'AES.

Le Premier ministre a souligné l'importance des ministres sectoriels représentant les piliers essentiels de la Confédération du Sahel et a salué les progrès réalisés en matière de sécurité, de diplomatie et de développement. Il a encouragé les experts à maintenir une approche constructive et à placer les populations au cœur de leurs préoccupations dans la coopération régionale.

Cette réunion intervient après une série de travaux menés par des experts des pays membres et se poursuivra jusqu'au 23 février 2025. Elle s'inscrit dans la lignée de la Déclaration du 14 décembre 2024, où les Chefs d'État ont décidé de faire de l'AES un espace sans visa pour les ressortissants des États membres de la CEDEAO. L'esprit de coopération et de progrès qui anime la Confédération des États du Sahel se reflète dans cette nouvelle étape des négociations avec la CEDEAO.

Yacouba Ongoïba

Face aux défis sécuritaires et environnementaux : Intensification de la collaboration entre le Mali et le Sénégal



La coopération entre le Mali et le Sénégal s'intensifie face aux défis sécuritaires et environnementaux croissants qui menacent la région ouest-africaine. Malgré les divergences politiques au sein de la CEDEAO, les deux pays ont choisi de privilégier des relations bilatérales pragmatiques pour renforcer leur collaboration.

Le nouveau souffle de cette coopération a été marqué par le lancement officiel des patrouilles conjointes dans la région frontalière de Diboli, près de Kayes, le 20 février 2025. Cette initiative vise à contrer la menace croissante du groupe jihadiste JNIM, responsable de plusieurs attaques et de l'assassinat de figures religieuses soufies proches de Dakar. Les forces armées maliennes de la Zone militaire N°4 et le GARS du côté sénégalais sont mobilisées pour surveiller la frontière commune de 700 kilomètres, s'appuyant sur l'expérience des opérations tripartites menées en septembre 2024 avec la Mauritanie.

La coopération sécuritaire entre le Mali et le Sénégal s'inscrit dans la continuité d'un accord militaire technique signé en mars 2021. En plus de l'aspect sécuritaire, cette collaboration s'étend à d'autres secteurs, notamment avec des projets tels que le corridor commercial Dakar-Bamako, crucial pour l'économie régionale. Le Mali demeure le principal client africain du Sénégal, représentant plus de la moitié des exportations sénégalaises vers l'Afrique en 2022.

Sur le plan diplomatique, les relations bilatérales sont renforcées par une série de visites de haut niveau. En août et octobre 2024, des rencontres entre les dirigeants maliens et sénégalais ont eu lieu, illustrant l'engagement des deux pays à intensifier leur coopération.

La protection de l'environnement est également au cœur de cette collaboration, comme en témoigne la discussion sur la pollution de la Falémé lors de la COP16 à Cali, en Colombie. Des mesures concrètes ont été prises pour limiter les activités minières et aurifères dans la région. Malgré le retrait du Mali de la CEDEAO en janvier 2025 pour former la Confédération de l'Alliance des États du Sahel (AES) aux côtés du Burkina Faso et du Niger, la dynamique de coopération entre le Mali et le Sénégal persiste. Le président sénégalais a même été désigné "facilitateur" dans cette crise régionale, soulignant l'importance de cette collaboration pour la stabilité et le développement de la région.

Arouna Sidibé

Drame de haut-Rhin : Bruno Retailleau suscite la controverse en s'attaquant à l'Algérie



Dans un contexte où un ressortissant algérien a tragiquement poignardé plusieurs personnes, dont une mortellement, dans le Haut-Rhin, le sénateur Bruno Retailleau a vivement réagi en imputant au pays maghrébin une part de responsabilité dans ce drame. En effet, l'assaillant était sous le coup d'une Obligation de quitter le territoire français (OQTF), mais les autorités algériennes avaient refusé de lui délivrer un laissez-passer consulaire, empêchant ainsi son expulsion. Cette situation a mis en lumière un différend entre les approches préconisées par le ministre et le Quai d'Orsay : tandis que Bruno Retailleau a prôné un "rapport de force" avec l'Algérie, le ministère des Affaires étrangères a plutôt plaidé en faveur d'une action basée sur la diplomatie.

Les déclarations de M. Retailleau ont suscité de vives réactions des deux côtés de la Méditerranée, notamment sur les réseaux sociaux, où les avis divergent. Certains ont dénoncé des prises de positions haineuses envers l'Algérie, pointant du doigt une tentative de diversion des problèmes internes de la France. D'autres ont critiqué le manque de subtilité diplomatique du ministre, l'accusant d'obsession envers l'Algérie et soulignant que les enjeux évoqués sont avant tout franco-français.

Les réactions des internautes ont été variées, certains exprimant leur tristesse pour la victime du drame et sa famille, tout en mettant en garde contre toute généralisation abusive envers l'Algérie et les Algériens. Certains ont remis en question les capacités de M. Retailleau à traiter des questions diplomatiques de manière constructive, l'accusant de renforcer les tensions déjà existantes.

Au-delà de ces réactions, cette affaire met en lumière les défis posés par la gestion des flux migratoires et des relations internationales. Le débat autour de la position de Bruno Retailleau soulève des questions cruciales sur la manière dont la France aborde les questions migratoires et les relations avec ses partenaires internationaux.

En attendant de voir comment cette affaire évoluera, une chose est certaine : le sujet reste sensible et complexe, et nécessite une approche équilibrée et réfléchie pour trouver des solutions constructives aux défis auxquels la France et l'Algérie font face.

Arouna Sidibé

Niger : Visite du Président Nigérien dans la Région de Tilabéri



Le président du Niger, le général Abdourahamane Tiani, a effectué une visite symbolique et significative dans la région de Tilabéri, l'une des zones les plus touchées par les attaques terroristes. Cette sortie sur le terrain marque sa première depuis son accession au pouvoir. L'objectif principal de cette visite était de souligner l'importance de la sécurisation de cette zone stratégique aux confins du Mali et du Burkina Faso.

La visite du général Tiani intervient peu de temps après l'attaque tragique du village de Libiri en décembre 2024, au cours de laquelle une vingtaine de personnes ont perdu la vie et de nombreuses habitations ont été détruites. Suite à cet événement, le chef de l'État a annoncé un plan en deux volets : la reconstruction du village et le renforcement de la présence militaire dans la région.

Le général Tiani a souligné la complexité des opérations dans cette zone difficile d'accès et a mis en garde contre toute précipitation. Il a insisté sur le fait que la sécurité était une priorité absolue, et que les opérations nécessitaient du temps et de la prudence pour être menées à bien.

Le président du CNSP a également rencontré les populations réinstallées à Libiri, leur apportant une aide alimentaire et des kits de première nécessité. Sa visite s'est terminée par une rencontre avec les travailleurs de l'usine de la Société des Mines du Liptako, où il a écouté leurs préoccupations concernant le développement économique de la région.

De plus, un nouveau poste de commandement du 96e bataillon interarmes sera bientôt établi dans la zone de défense numéro 9, démontrant l'engagement du gouvernement nigérien à renforcer la sécurité et la défense du territoire.

Cette visite du président nigérien marque un pas important dans la lutte contre le terrorisme et la consolidation de la paix dans une région fortement touchée par l'insécurité. Son engagement en faveur de la sécurité et du bien-être des populations témoigne de sa détermination à relever les défis auxquels le Niger est confronté.

Arouna Sidibé



Nekapro



Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.



Rédaction



Amélioration de style



Correction



Traduction

CONTACT



+223 74-44-27-44

www.nekapro.com



@nekapro

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149



Premier essai gratuit



OCLEI

OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE
L'ENRICHISSEMENT ILLICITE



Institution nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite

2019 à 2022 en chiffres

23 dossiers transmis à la justice

Pour un montant de

23, 918 MILLIARDS FCFA


- 123 grandes activités de sensibilisation organisées
- 9 838 personnes directement touchées
- 1 967 déclarations de biens traitées
- 8 protocoles d'accord de coopération internationale signés
- 4 études faites sur la corruption et l'enrichissement illicite au Mali


Dénoncez gratuitement les faits de corruption

et d'enrichissement illicite

NUMÉRO VERT : 80 00 22 22

 BAMA KO, Hamdallaye ACI 2000, Rue 390, Place CAN

 (+223) 20 29 12 29 / Boîte Postale : E3977

 contact@oclei.ml  www.oclei.ml

Recrutement de 2 500 stagiaires dans le programme de stage de formation professionnelle de l'APEJ: Madame le Ministre Oumou SALL SECK sur le terrain



Le Ministre de l'Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Madame Oumou SALL SECK, était en visite de terrain ce vendredi 21 février 2025 pour s'enquérir de l'état général du dispositif d'enregistrement des dossiers de candidatures pour le 14ème contingent du Programme de Formation Professionnelle de l'APEJ a été briefée par M ; Hamidou CAMARA sur le dispositif en place, du retrait des fiches d'inscription au dépôt des retraits en passant par le contrôle. Elle s'est ensuite entretenue avec les responsables de tâches et les mem-

bres de la commission de suivi mise en place au niveau de son Département.

La délégation s'est ensuite rendue à la Coordination régionale de la rive gauche à Hamdallaye ACI, pour le même exercice. Ici le dispositif est piloté par Madame Bintou CAMARA, Coordinatrice régionale, qui a commenté les différents segments du travail, les six points de dépôts secondaires et les statistiques du 17 au 20 février. Sur place Madame le Ministre a échangé avec les personnels de l'opération et certains jeunes postulants. L'af-

fluence était très importante en cette veille de la date de clôture de l'enregistrement des dossiers.

Troisième site de ce périple, la Direction générale de l'Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes, où Madame le ministre a suivi une visite guidée au service du courrier où sont enregistrés les lots de dossiers des coordinations régionales à l'arrivée auprès de Mme Fatoumata DIALLO, la salle de codification qui est un niveau de contrôle de pièces, de vérification et de numération placée sous la res-



pensabilité de Madame Fatoumata KONE, puis la salle de saisie équipée d'une vingtaine de postes ordinateurs en réseau et dotés d'applications adaptées à une telle opération en terme d'analyse, de traitement et de gestion de données. M. Namory TRAORE et Bréhima OUATTARA veillent sur la bonne exécution de ces tâches qui mobilisent une vingtaine d'agents. Les critères de sélection en vigueur dans le processus, les plans d'affectation et de répartition ont été également présentés par le Chef de Département prospection promotion, évaluation, M. Abdoul Kader SYLLA.

La visite a pris fin par une réunion avec les membres de la commission de suivi élargie à certains cadres dirigeants de l'APEJ. Après

avoir écouté les uns et les autres sur leurs impressions et points de vue qui ont essentiellement porté sur l'engouement exceptionnel des postulants autour du programme, Madame le Ministre s'est montrée satisfaite du dispositif mis en place à tous les niveaux et a exhorté la Direction générale à redoubler d'ardeur pour que le chronogramme soit strictement respecté afin qu'à terme un programme ne chevauche plus sur deux années. Elle a indiqué combien les plus hautes Autorités de la transition, dont Son Excellence le Président la transition, ont consenti en termes d'efforts financiers pour l'organisation et l'engagement de ce 14ème contingent avec 2 500 postes. Elle a par ailleurs rappelé les importants bud-

gets mobilisés pour purger les allocations des stagiaires du 13ème contingent, financer les équipements et accessoires des centres de formation professionnelle, en construire d'autres et les projets à impacts rapide qui vont démarrer dans les prochains jours pour un coût de plusieurs milliards de fcfa.

Les dépôts de dossiers se poursuivront jusqu'au samedi 22 février 2025 jusqu'à épuisement des postulants présents. Durant les quatre premiers jours, du 17 au 20 courant, plus de 7 000 candidatures ont été enregistrées.

CICOM APEJ

Formation professionnelle : L'INPS célèbre ses 12 cadres diplômés du Master en Droit de la Commande et Finances Publiques de l'USJPB



Bamako – L'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) félicite avec fierté ses cadres ayant brillamment obtenu leur Master en Droit de la Commande et Finances Publiques de la Faculté de Droit Public de l'Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako (USJPB). Cette réussite témoigne de leur engagement et de leur persévérance dans une formation exigeante, essentielle pour la bonne gouvernance et le développement du pays.

Douze cadres de l'INPS se sont distingués en obtenant ce diplôme de haut niveau, renforçant ainsi leurs compétences en gestion des finances publiques et en droit des marchés publics. Voici la liste des lauréats :

1. Abdrahamane dit Makan DIARRA
2. Sidi Mohamed YARO
3. Moulaye TALL
4. Sidiki Kafar HAIDARA
5. Aliou BALLAI
6. Mariam Lassana KONE

7. Aboubacar Sidicky KEITA
8. Maimouna N'DIAYE
9. Aïssata KEITA
10. Sayon DOUMBIA
11. Younoussa SIDIBÉ
12. Ousmane KONARE

Une distinction spéciale pour Abdrahamane dit Makan DIARRA

L'INPS tient particulièrement à féliciter Abdrahamane dit Makan DIARRA, qui s'est classé

deuxième de sa promotion et a obtenu une mention d'honneur. Son brillant parcours illustre l'excellence et l'investissement que l'INPS encourage auprès de ses cadres. Lors de la cérémonie officielle de remise des diplômes, le Directeur Général de l'INPS a exprimé son immense satisfaction en déclarant :

« Cet instant marque l'aboutissement de plusieurs années d'efforts et de sacrifices. Ces diplômés s'approprient désormais à relever de nouveaux défis avec plus de responsabilités. »

Il a également souligné l'importance de l'investissement dans la formation :

« L'INPS est fier d'avoir accompagné ce programme, convaincu que le développement d'une administration performante repose sur des ressources humaines qualifiées. Ce partenariat avec l'USJPB sera renforcé dans les années à venir. »

« Nos ressources sont limitées, mais bien gérées, elles peuvent devenir des leviers de développement. Ces diplômés auront un rôle clé

à jouer dans la gestion transparente et efficace des finances publiques. »

Le Directeur Général a insisté sur la rigueur de la sélection :

« Nos douze diplômés ont été choisis selon des critères exigeants. Leur succès est le fruit de leur engagement et de leur mérite. »

Dans son discours, il a exhorté les autorités à soutenir davantage les universités et la formation continue :

« Pour faire du Mali un pôle d'excellence académique, il est impératif d'investir massivement dans l'éducation. Nos jeunes doivent pouvoir étudier dans les meilleures conditions. »

L'INPS contribue activement à la formation des cadres :

« Nous avons déjà permis à une vingtaine d'auteurs de se spécialiser dans des disciplines stratégiques comme le droit du travail, la sé-

curité sociale et la gestion financière. Ce n'est qu'un début ! »

En clôture de son intervention, le Directeur Général a adressé un message de motivation aux diplômés :

« Vous incarnez l'avenir de l'administration publique. Votre formation vous confère la responsabilité d'œuvrer pour une gestion rigoureuse et transparente. Nous comptons sur vous pour honorer l'INPS et le Mali ! »

Avec cette formation de haut niveau, ces jeunes cadres sont désormais mieux préparés pour renforcer les capacités administratives et améliorer la gestion publique au Mali.

La Direction Général renouvelle ses félicitations aux lauréats et exprime sa gratitude à l'USJPB pour la qualité de cette formation, tout en réaffirmant son engagement en faveur de l'excellence académique et professionnelle.

Service des Relations Publiques, INPS.





CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

MESSAGE SUR LA FRAUDE À L'AMO

**La Caisse Nationale d'Assurance Maladie
(CANAM)**

**a été alertée sur l'existence de sociétés
qui affilient et enrôlent frauduleusement
des personnes non assujetties au
Régime d'Assurance Maladie
Obligatoire (AMO).**

**Lesdites sociétés délivrent des cartes AMO
à des individus qui ne remplissent
pas les conditions requises pour des
prestations du régime de l'AMO.**

**En vue de faire valoir ses droits, la CANAM
a porté plainte contre deux sociétés qui
procèdent à ces pratiques.**

**Après les différentes auditions, les responsables
de ces deux sociétés ont été mis sous mandat
de dépôt en attendant leur procès.**

**<<Assuré à l'AMO, on cotise selon ses moyens
et on est pris en charge selon ses besoins sanitaires >>**

Réduction du train de vie de l'Etat: Faut-il réduire les salaires des membres du CNT face à la précarité sociale ?



La réduction des rémunérations des membres du Conseil National de Transition (CNT) pourrait renforcer la crédibilité des autorités de transition, qui prônent la refondation de l'Etat.

Alors que la majorité des Maliens peine à joindre les deux bouts, les salaires des membres du CNT suscitent l'indignation. Dans un pays où le coût de la vie ne cesse d'augmenter et où le pouvoir d'achat s'effondre, le train de vie de cette institution dirigée par le général Mallick Diaw apparaît comme un luxe indécent.

Les membres du CNT bénéficient de salaires et d'avantages bien supérieurs à ceux des fonctionnaires et des travailleurs du secteur privé. Ils gagnent plus de deux millions le tout confondu. Une situation qui contraste avec le quotidien des Maliens, confrontés à la montée du chômage, à la flambée des prix des denrées de première nécessité et à la dégradation des services sociaux. Pendant ce temps, l'Etat demande aux Maliens des sacrifices avec des taxes sur les opérations des sociétés mobiles. Beaucoup de maliens ne sont pas contre l'initiative, mais ils demandent à ce que les auto-

rités réduisent leur train de vie, à commencer par les conseillers du CNT. Ceux-ci perçoivent aux yeux de la grande majorité des maliens un salaire jugé exorbitant.

Les critiques fusent, notamment sur les réseaux sociaux, où de nombreux citoyens dénoncent l'injustice d'un tel écart. « Comment justifier des salaires aussi élevés alors que les enseignants, les médecins et même les forces de défense et de sécurité peinent à obtenir des augmentations ? », s'interrogent plusieurs de nos compatriotes.



Une exigence de justice sociale

Face aux crises successives, les Maliens réclament une répartition plus équitable des ressources publiques. De nombreuses voix s'élèvent pour exiger une réduction des salaires du CNT et une réallocation de ces fonds vers des secteurs prioritaires tels que l'éducation, l'emploi des jeunes et l'énergie.

Certains analystes estiment qu'une telle mesure renforcerait la crédibilité des autorités de transition, qui affichent leur volonté de refonder l'État et de lutter contre la corruption. «

Un geste symbolique fort, comme une baisse des salaires du CNT, prouverait l'engagement des dirigeants aux côtés du peuple », suggère un économiste malien.

À ce jour, aucune annonce officielle n'a été faite quant à une éventuelle révision des émoluments des membres du CNT. Un membre de l'institution affirme même qu'aucune réduction n'est prévue.

Cependant, la pression populaire grandit, et les citoyens espèrent voir leurs revendications aboutir. A l'heure où l'État malien fait face à

d'importants défis financiers, une gestion plus sobre et équitable des ressources nationales devient impérative.

La balle est désormais dans le camp des autorités de transition. Répondre à cette demande légitime enverrait un signal fort de solidarité envers la population et marquerait un pas vers une gouvernance plus responsable et inclusive.

Djibril Diallo
Source : Arc en Ciel

Sécurité et solution informatiques : Une plate-forme pour les missions diplomatiques maliennes



Mardi dernier, le 18 février 2025, le Président de la Transition, le Général d'Armée Assimi GOÏTA, Chef de l'État, a tenu à présider personnellement la cérémonie de lancement d'une solution informatique sécurisée destinée aux missions diplomatiques et postes consulaires du Mali à l'étranger.

Cet événement a revêtu un cachet spécial en se déroulant au palais de Koulouba. C'était en présence du Premier ministre, Dr Abdoulaye Maïga, Général de Division, du Président du

Conseil National de la Transition, Général de corps d'armée Malick Diaw, du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Abdoulaye Diop. On comptait aussi plusieurs membres du gouvernement, le doyen du corps diplomatique, les ambassadeurs accrédités au Mali, ainsi que des représentants du corps consulaire et des organisations internationales. Cette cérémonie a revêtu tout son sens et son prestige par la qualité des hôtes présents qui y ont assisté.

De cette initiative, découlent la perception du

monde technologique et la vision éclairée du Président de la Transition, le Général d'Armée Assimi Goïta. Une vision qu'il a eu à partager à Sikasso, lors de son passage dans la capitale du Kéné Dougou, le 22 juin 2024, et où il exprimé cette perception du monde technologique qui vise la modernisation et l'optimisation des services à la personne dans l'administration publique malienne.

Selon le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Abdoulaye Diop, cette solution informatique marque une étape



importante vers une administration plus performante et efficace. Elle renforce les systèmes de suivi et d'évaluation, tout en formant des cadres compétents dans les nouvelles technologies, au service des populations maliennes et des usagers étrangers.

Conçue comme une «œuvre entièrement malienne», cette plateforme est le résultat d'une collaboration entre plusieurs administrations publiques, a-t-il renseigné.

«Elle incarne une ambition commune : moderniser l'administration malienne pour la rendre plus accessible, performante et au service de tous, tant pour les citoyens maliens que pour les usagers internationaux».

Lors de la présentation des fonctionnalités de cette plateforme, les participants ont décou-

vert qu'elle offrira aux Maliens résidant à l'étranger un accès sécurisé à des documents administratifs, d'état civil, d'identité et de voyage. Les procédures, simplifiées et transparentes, permettront d'éviter les lourdeurs bureaucratiques grâce à un système de prise de rendez-vous en ligne. Par ailleurs, cette solution facilitera les démarches des étrangers souhaitant se rendre au Mali, que ce soit pour des raisons familiales, touristiques ou économiques. Les demandes de visas seront entièrement dématérialisées, assouplies, permettant ainsi une collaboration plus fluide entre les services concernés.

Outre ses avantages pratiques, cette innovation renforcera la sécurité nationale grâce à un traitement rigoureux des données personnelles et à des dispositifs de contrôle avancés. Le ministre Abdoulaye DIOP a également sou-

ligné que cette plateforme s'inscrit dans une démarche proactive, capable de s'adapter aux futurs besoins, notamment en s'harmonisant avec le système de visa confédéral de l'AES, le « Visa Liptako », dès son lancement.

Enfin, cette solution informatique sécurisée permettra à l'État malien de réaliser des économies significatives, en réduisant certaines dépenses publiques. Ces ressources pourront être réorientées vers des projets prioritaires, contribuant ainsi à améliorer le bien-être des populations maliennes, comme l'a précisé le ministre DIOP.

M. SANOGO
Source : L'Aube



COMMUNIQUÉ INPS

Afin d'éviter les perturbations éventuelles dans le déroulement des paiements, la Direction générale l'INPS informe les retraités et rentiers ivoiriens que le contrôle annuel de leur existence physique s'effectuera du 1er Septembre au 30 novembre 2024.

A cet effet les retraités et rentiers sont priés de faire parvenir les pièces suivantes dans les lieux de paiement habituels avant **le 30 Novembre 2024 (délais de rigueur) :**

Pour les retraités :

- Certificat de vie,
- Certificat de vie et/ou de scolarité des enfants,
- Attestation de non-imposition.

Pour les conjoints survivants :

- Certificat de vie,
- Certificat de vie et/ou de scolarité des enfants,
- Certificat de non remariage.

Pour les rentiers :

- Certificat de vie.

La Direction générale de L'INPS sait compter sur la bonne compréhension de tous.

Bamako, le 19 Août 2024

OUSMANE KARIM COULIBALY
Directeur Général
Chevalier de l'Ordre National

Fespaco 2025 : Ibrahim Traoré et Mahamat Déby donnent le coup d'envoi de la 29e édition

La 29e édition du Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (FESPACO) s'est samedi 22 février 2025 en grande pompe au Palais des Sports de Ouaga 2000. Présidée par le capitaine Ibrahim Traoré et le maréchal Mahamat Idriss Déby Itno, cette cérémonie haute en couleurs a mis à l'honneur la culture africaine et son cinéma en pleine mutation.

La cérémonie, riche en couleurs et en émotions, a rassemblé de nombreuses personnalités politiques et culturelles, notamment plusieurs ministres des trois pays membres de l'Alliance des Etats du Sahel (AES), dont Mamou Daffé, ministre malien en charge de la Culture.

Dès l'ouverture, un spectacle vibrant et symbolique a donné le ton de cette édition, invitant les Africains à renouer avec leurs racines, à suivre la voie tracée par leurs ancêtres et les esprits qui les guident. Ce spectacle a également exalté les valeurs de l'hospitalité, du partage et de la fraternité. Il a aussi porté un message fort : célébrer nos identités, résister aux adversités et refuser toute forme de domination.

Le spectacle chorégraphique mis en scène par Aristide Tarnagda et intitulé Wili (Lève-toi) a été l'un des moments forts de la soirée. Il a lancé un appel puissant aux Africains : se lever, exiger leur dignité et leur respect, et sortir des cycles de violence qui entravent leur développement.

Après cette prestation, la troupe traditionnelle tchadienne a captivé le public par une performance magistrale, acclamée sous les regards admiratifs des présidents Traoré et Déby. En tant que pays invité d'honneur, le Tchad a dépêché une importante délégation de plus de 200 personnes, témoignant ainsi de son engagement en faveur de la promotion de la culture africaine.

Développer nos pays à travers le cinéma

Le ministre tchadien du Développement industriel, de la Culture et de l'Artisanat a exprimé sa gratitude au Burkina Faso pour cet honneur, tout en saluant l'accueil chaleureux reçu. Il a également félicité le choix du thème de cette édition, Cinémas d'Afrique et identités culturelles, estimant qu'il résonne particulièrement avec les aspirations des pays de l'AES et du Tchad :

« Au moment où nos nations s'engagent à prendre en main leur destin, la culture doit être au cœur de cette transformation ».

Le Ministre a ensuite rappelé les efforts entrepris par son pays pour valoriser le secteur culturel, notamment la réécriture de l'histoire du Tchad par les Tchadiens eux-mêmes, ainsi





que la mise en place d'un fonds de financement pour le septième art. Le ministre a ajouté que le Tchad participe à la compétition avec plusieurs œuvres cinématographiques illustrant son histoire et sa culture.

Hommage à Souleymane Cissé

Le ministre burkinabé de la Communication et porte-parole du gouvernement a, quant à lui, rendu un vibrant hommage au réalisateur malien Souleymane Cissé, décédé le 19 février 2025. Ce dernier devait présider le jury du long métrage L'Étalon d'or de Yennenga.

En évoquant l'héritage cinématographique africain, le ministre a cité de grands noms du septième art tchadien, rappelant que le cinéma est un puissant vecteur d'identité et de transformation.

« Le thème de cette édition nous interpelle sur notre identité en tant qu'Africains. Le cinéma ne se limite pas à raconter nos histoires, il

offre à nos nations une perspective d'avenir et un outil pour façonner nos rêves. Nos écrans doivent nous éclairer vers un futur radieux ».

Il a enfin rendu hommage à toutes les figures emblématiques qui ont contribué à faire du Fespaco l'événement phare du cinéma africain. Cette 29e édition s'annonce comme une plateforme de débats et de découvertes, mettant en compétition des films engagés sur des thématiques variées, réaffirmant ainsi la place du cinéma dans la construction d'une Afrique forte et fière de son identité.

235 films projetés sur 9 sites

Le comité d'organisation a sélectionné 235 films qui seront projetés sur 9 sites. En 2023, 130 films figuraient dans la sélection officielle. 48 pays participent cette année au Fespaco, contre 35 en 2023.

Le Fespaco, c'est aussi : Une cérémonie de libation qui s'est tenue dimanche 23 février sur

la place des cinéastes en hommage aux professionnels disparus du 7e art. Le Festival, c'est également des rencontres professionnelles et des masters class, le Marché international du cinéma et de l'audiovisuel (MICA), des projections en plein air, des nuits musicales, des foires gastronomiques et artisanales.

Cette année, il est attendu plus de 20 000 festivaliers. Les champions s'éteindront le samedi 1er mars, avec une cérémonie de remise des trophées récompensant les acteurs du cinéma africain et de sa diaspora.

On connaîtra alors le successeur du Tunisien Youssef Chebbi, détenteur de l'Étalon d'or de Yennenga de la 28e édition du Fespaco, avec son film Ashkal.

Amadou Sidibé
(envoyé spécial à Ouagadougou)
Source : Arc en Ciel

Chine : Comment le "document central N° 1" apporte plus de revenus pour les agriculteurs



Les autorités chinoises ont rendu public le "document central N° 1" pour 2025. Ce document fixe les principales orientations à prendre pour renforcer la revitalisation rurale dans le pays. Il est un indicateur des priorités politiques sur lesquelles l'accent devra être mis au cours de l'année et pour l'avenir. C'est une feuille de route qui invite à accorder une importance au secteur agricole et à mettre en valeur le potentiel de développement des zones rurales en Chine.

Le pays a engrangé des résultats probants dans la lutte contre la pauvreté en milieu rural et il faut travailler à consolider ces acquis. En substance, le "document central N°1" stipule la nécessité de renforcer l'efficacité agricole, revigorer les zones rurales, accroître les reve-

nus des agriculteurs, avec en ligne de mire la promotion de la modernisation chinoise. Dans cette perspective, l'innovation et la technologique seront mises à contribution pour booster les secteurs d'activités dans les zones rurales en Chine.

Quelles mesures ont été prises pour mettre en œuvre la stratégie de revitalisation rurale ? Ici, je vous donne quelques exemples.

À travers les initiatives de la revitalisation rurale, il s'agira de révéler le potentiel des comtés et des villages chinois en fonction des spécificités qu'ils présentent chacun. Le comté de Jinping, dans la province du Guizhou, est un cas d'école avec l'élevage écologique des oies et la confection des équipements de

badminton. Grâce à une meilleure organisation de ces deux activités, les habitants de cette localité ont considérablement augmenté leurs revenus et amélioré leurs conditions de vie. Chaque année, ce sont des centaines de personnes qui sortent de la pauvreté grâce à l'élevage des oies et à la fabrication des balles de badminton. 16 mille éleveurs d'oies gagnent bien leurs vies grâce à leur activité. Chaque jour, à Jinping, ce sont également 100 mille balles de badminton qui sont expédiées vers toutes les régions de Chine et d'autres pays. Jinping présente désormais un visage prospère qui rime avec bien-être des populations. Ce sont autant de succès en milieu rural que le "document central N°1" exhorte à consolider davantage.



Par le biais de parcs industriels avantageux et de pôles industriels, il faut implémenter un nouveau modèle de développement rural en exploitant judicieusement les ressources locales. C'est le cas de Hotan, dans la région autonome ouïgoure du Xinjiang, situé à la limite sud du désert du Taklamakan, où a été développée agriculture efficace et économe en

eau grâce à l'énergie solaire. 1000 serres ont servi à la production de fraises et de fruits de ginseng de qualité. Dans la province du Sichuan, l'industrie traditionnelle du colza a été développée pour booster le tourisme local. De nos jours, les fondues chinoises et les fleurs de colza attirent de nombreux touristes dans cette province.

Au-delà d'insuffler une nouvelle énergie dans les potentialités des zones rurales, la consolidation des résultats en matière de lutte contre la pauvreté est une dimension de la revitalisation rurale en Chine. Dans la province du Yunnan, une approche, qui intègre à la fois l'assistance en la matière et la dynamique de développement endogène, permet de renforcer les acquis des populations sorties de la pauvreté. Dans le district de Huize, 4 000 mètres carrés de terrain dans un quartier seront transformés pour implanter des ateliers standardisés qui offrira à terme 600 emplois aux locaux.

L'idée d'un développement partagé qui implique une revitalisation des campagnes doit se poursuivre en Chine pour soutenir les efforts en matière de lutte contre la pauvreté. L'innovation et la technologie seront les bras solides de la modernisation chinoise avec une attention particulière sur la valorisation des potentialités des zones rurales. Les réformes rurales doivent être poursuivies pour non seulement accélérer la modernisation, mais aussi pour transformer qualitativement le visage des campagnes chinoises.

Source: cgtn.com



Moctar SOW : L'imposition de droits de douane supplémentaires par les États-Unis est susceptible d'avoir plusieurs conséquences sur le système commercial multilatéral mondial



L'imposition par les États-Unis de droits de douane supplémentaires sur des pays clés tels que la Chine, le Canada et le Mexique depuis janvier 2025 a suscité des préoccupations quant à son impact sur le système commercial multilatéral mondial. Cette politique tarifaire unilatérale est susceptible d'avoir plusieurs conséquences sur le commerce international et les relations économiques entre les pays concernés.

Premièrement, ces mesures protectionnistes pourraient entraîner une escalade des tensions commerciales entre les États-Unis et les pays visés, ce qui pourrait nuire aux échanges commerciaux et à la stabilité économique mondiale. En effet, les droits de douane supplémentaires peuvent entraîner une augmentation des coûts pour les importateurs et les exportateurs, ce qui peut affecter négativement la compétitivité des entreprises et le

pouvoir d'achat des consommateurs. De plus, ces actions unilatérales pourraient remettre en question l'efficacité du système commercial multilatéral basé sur des accords tels que l'Organisation mondiale du commerce (OMC). En sapant les principes de libre-échange et de non-discrimination, les États-Unis pourraient pousser d'autres pays à adopter des mesures protectionnistes similaires, ce qui pourrait affaiblir le système commercial mondial et compromettre la coopération internationale en matière de commerce.

Enfin, les contre-mesures prises par les pays touchés pourraient entraîner une fragmentation des relations commerciales mondiales, avec la formation de blocs commerciaux régionaux ou bilatéraux. Cela pourrait conduire à une diminution de la transparence et de la prévisibilité des échanges commerciaux, ce qui pourrait avoir des répercussions négatives

sur la croissance économique et le bien-être des populations.

En résumé, l'imposition de droits de douane supplémentaires par les États-Unis et les réponses des pays touchés pourraient avoir un impact significatif sur le système commercial multilatéral mondial en sapant la confiance mutuelle, en augmentant les tensions commerciales et en remettant en question les principes fondamentaux du commerce international. Il est donc crucial pour les acteurs économiques et les décideurs politiques de promouvoir le dialogue, la coopération et le respect des règles du commerce international pour atténuer les effets négatifs de ces mesures unilatérales sur l'économie mondiale.

Source : cgtn.com

Coupe inter- CMSS : Koulikoro s'adjuge le trophée de la 3e édition



Le personnel de la Caisse Malienne de Sécurité Sociale (CMSS) s'est donné rendez-vous ce samedi 21 février 2025 au terrain de football de l'ISPRIC pour discuter de la finale de la coupe inter- CMSS entre l'Annexe I de la direction Générale et la direction régionale de Koulikoro.

Placée sous le signe de la solidarité et la présence effective du Directeur Général de la CMSS, Ichaka KONE qui avait à ses côtés le secrétaire Général de l'Union National des Travailleurs du Mali (UNTM), Yacouba Katilé et les responsables de l'ISPRIC, la rencontre fut une retrouvaille entre collègues de la Direction Générale et ceux d'une Direction régionale. Cette fraternelle compétition a été remportée par l'équipe de Koulikoro par un score de 3 à 2 à la suite de tirs aux buts.

En levée de rideaux à 16h 45, un match qui opposa le bureau national UNTM et la CMSS s'est

soldé par un but à zéro en faveur de l'UNTM. Ce qui fera dire au Directeur Général de la CMSS, que le sport est un puissant vecteur de cohésion sociale qui permet de renforcer les liens entre collègues, promouvoir un environnement de travail sain et encourager l'excellence sous toutes ses formes. Et c'est ce que les responsables de la CMSS ont compris. Ils œuvrent au quotidien pour cultiver cette cohésion sociale, la paix et l'entente entre tous les travailleurs.

Des propos soutenus par Yacouba Katilé qui estime que cet événement au-delà de la compétition, incarne des valeurs essentielles à l'engagement syndical à travers la solidarité, l'esprit d'équipe et la fraternité entre travailleurs. Occasion de saluer l'initiative et les acteurs qui ont contribué à la réussite de la compétition. Peu importe le résultat, il souhaite que cette rencontre soit placée sous le

signe du fair-play et du dépassement de soi. « Vous êtes tous gagnants et vous porterez haut les couleurs de l'engagement et du dynamisme dans notre communauté de travail.

S'inscrivant dans le cadre d'un partenariat entre l'ISPRIC et la CMSS, le représentant de cet Institut s'est dit honoré d'abriter les compétitions de cette grande institution de la protection sociale au Mali.

La remise de la coupe d'une valeur d'un bœuf et d'un mouton pour l'équipe de Koulikoro et celle de l'Annexe I de la direction Générale a été les temps forts de cette compétition.

Bravo à la CMSS Méguetan.

Fatoumata Mah Thiam KONE, CCOM-RP/CMSS.



Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous allez pouvoir améliorer votre situation. Votre vision sera plus objective. Votre activité revue à la hausse sera susceptible de vider vos réserves par à-coups épuisants, gérez correctement vos réserves pour tenir la distance. En cette journée, octroyez-vous le droit de vous laisser porter de-ci, de-là, de vous détendre, de vous amuser, de sortir et de lancer les invitations. En effet, le moment est idéal pour vous faire du bien et partager du bon temps.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Ne compromettez pas vos projets. Revenez à la raison et concentrez-vous sur des bases solides après une réflexion approfondie. Trouvez un équilibre entre un peu de folie et des dépenses réfléchies. C'est un jour de chance : profitez-en pour vous occuper de ce qui a besoin d'un coup de pouce. Vous devez être particulièrement attentif aux opportunités qui se présentent car vous pourriez conclure une affaire rentable ou établir des relations prometteuses.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Des propositions solides et des engagements à long terme se présentent. Ce n'est pas toujours facile, mais c'est en persévérant et en vous investissant que vous atteindrez vos objectifs. C'est avec enthousiasme que vous allez aborder la journée. Votre bonne humeur sera communicative. Vos relations avec votre entourage sont placées sous le signe de l'harmonie et votre dynamisme vous donne des ailes pour faire ce qui vous passionne vraiment.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous projetez sur les autres vos propres désirs, ce n'est pas le moment de vous lancer dans de grands débats. Il serait tout indiqué de vous octroyer du temps, sans penser à vos affaires en cours, vous êtes surmené, reposez-vous. Concentrez-vous sur la construction de bases solides pour vos projets. Il est important de canaliser vos ambitions et de prendre des risques, mais choisissez-les avec soin.



Lion (22 juillet - 23 août)

Assurez-vous que toute initiative visant à solidifier vos projets soit soigneusement réfléchi, afin que les changements que vous apportez soient durables. L'amitié est à l'honneur. Tout va aller pour le mieux dans ce domaine. Vous êtes de bonne humeur et entretenez d'excellentes relations avec votre entourage. La journée est idéale pour vous aménager quelques plages de détente avec les personnes que vous chérissez.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous serez agréablement surpris par l'accueil qui sera fait à vos propositions et vos suggestions de changement au quotidien. Pensez à vous isoler des parasites extérieurs. Fuyez les personnes négatives ! Vos idées et vos projets seront bien accueillis, vous pouvez espérer l'appui des astres. De grandes satisfactions font le bonheur de vos proches et le vôtre. Vous devriez connaître des émotions fortes, en particulier dans le cercle amical.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vos initiatives sont rassurantes pour votre entourage. En adoptant une approche structurée, vous établissez des objectifs à long terme. Ce n'est peut-être pas le plus amusant, mais c'est sans aucun doute constructif. Votre potentiel de créativité se déploie, notez les idées qui vous viennent en tête. Votre programme est un peu bousculé, vous devez garder la tête froide et le recul vous permet de faire les bons choix.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous retrouvez confiance en vous en vous tournant davantage vers l'avenir, aujourd'hui. C'est ce que vous avez de mieux à faire pour vous donner les moyens de vivre vos idéaux le plus pleinement possible. Vous vous mettez à l'écoute de vos inspirations. Vous avez bien raison car elles vous porteront chance. Vos idées sont prolifiques et vous permettent de vous démarquer de votre entourage. Alors foncez, communiquez !



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous aurez le sentiment que tout s'enchaîne trop vite, vos échanges permettront de garder la cadence. Vous êtes en accord profond avec vous-même, votre équilibre se renforce, faire du sport serait bienvenu malgré tout. Vous avez la tête ailleurs et vous risquez de louper un épisode si vous n'êtes pas plus rigoureux. Notez vos rendez-vous, rangez vos clés et restez attentif aux autres. Si vous faites cavalier seul, vous n'aurez aucun soutien le jour où vous serez moins en forme.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Réfléchissez en profondeur avant de parler. Vos idées reposent sur des bases solides, et vous avez à cœur de communiquer en conscience et sans fioritures avec votre entourage. Aujourd'hui, vous faites preuve d'un regain d'énergie et vous foncez. Vos démarches avancent à bon train car vous n'allez pas hésiter à exploiter au maximum votre bonne volonté pour montrer de quoi vous êtes capable et vous ouvrir à de nouvelles perspectives.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Il y a des jours où tous vos problèmes surgissent en même temps et vous vous retrouvez plongé dans le chaos. Mais vous avez toujours de bons amis sur lesquels vous pouvez compter et leur présence sera remarquable. C'est un bon moment pour voir vos amis en toute liberté, en évitant soigneusement les parasites ou les dépendances plus destructrices que gratifiantes. C'est dans une belle indépendance que chacun apportera ce qu'il a de meilleur, de plus personnel.



Poisson (19 février - 21 mars)

Si vous êtes dans une vie solitaire, vous aurez la chance de faire une nouvelle rencontre marquante à long terme, il y a de grandes satisfactions en perspective à vivre aujourd'hui. Les relations et les dialogues seront passionnants. Aujourd'hui, les efforts relationnels que vous ferez seront hautement positifs et reconnus. Vous brillez de mille feux si vous devez-vous exprimer en public. Allez au-devant des autres et négociez sans crainte !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

1117 **Malikilé**

Intégration et suivi aux mandats de droit de leaders politiques - Réactions vives de l'opposition



Le Combat de Yahya Samaké

Événements - Les élections de 2024

1117 **Malikilé**

Centre de Formation Professionnelle de Séno - Cérémonie d'ouverture de l'Atelier National de Validation de la Stratégie Nationale de l'Entrepreneuriat au Mali



Renforcement de la coopération bilatérale

Le Mali appuie le rôle de l'ONU - Les élections de 2024

1117 **Malikilé**

Renforcement des relations diplomatiques et humanitaires - Les Ambassades au Mali et au Burkina fermées et une nouvelle ouverte à Dakar



Justice internationale: recensement coupable de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre

Présence des élections de 2024 - Les élections de 2024

1117 **Malikilé**

Politique autour de l'absence de Déclaration de politique générale de Premier ministre au Sénégal - enjeux et implications



Un tissu de mensonges?

CFI - Condamnation d'Al Hassan - Condamnation de Youcef Akli

1117 **Malikilé**

Crise de confiance et tensions entre le Mali et la Russie - Une initiative de Riyad Benkadi Assani et de l'Association Espoir en Europe



La rançon de la quête de souveraineté

CFI - Les élections de 2024 - Les élections de 2024

1117 **Malikilé**

Fin de la guerre civile au Mali - Le Rassemblement National en position de force, mais la bataille finale reste à venir



Pathétique Chaguel!

Primaire - Les élections de 2024 - Les élections de 2024

1117 **Malikilé**

Présence diplomatique de l'ONU au Mali - Le ministre Diop rencontre son homologue des Emirats Arabes Unis



Retour sur les événements marquants du mois de juin 2024

Présence diplomatique de l'ONU au Mali - Les élections de 2024

1117 **Malikilé**

Renforcement de la coopération énergétique entre le Mali et la Russie - Le Céned Assani reçoit en audience l'ambassadeur de la Russie



Quels projets pour l'accès des pays du Sahel à l'Atlantique?

Le Mali appuie le rôle de l'ONU - Les élections de 2024

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23